

Se réappropriier la terre

Intervention le
Jeudi 7 février 2013 à Cluny

Avec **Louis BIGNAND**, administrateur de « Terre de Liens »
et **Uri HES**, réalisateur

• **Intervenants :**

Uri HES
Louis BIGNAND

• **Mode d'intervention:**

Documentaire suivi d'un débat

• **Coordonnées :**

Uri Hes :

7, Rue Fournière
71 460 Ameugny
03 85 20 24 26
pecproductions@gmail.com

Louis Bignand :

36, Boulevard de l'Université
21000 Dijon
<http://terredeliens.org>

Présentation des intervenants

LOUIS BIGNAND est administrateur du réseau "Terre de Liens".

Cette structure nationale propose de changer le rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature, en faisant évoluer le rapport à la propriété foncière.

Elle soutient les modes de vie et les pratiques agricoles soutenables pour l'humanité et la planète.

Elle accompagne les initiatives et les projets collectifs et solidaires en lien avec les partenaires locaux et les acteurs de développement sur les territoires.

Elle interpelle les acteurs politiques, syndicaux et associatifs afin de replacer la gestion foncière au cœur de leurs préoccupations.

Ainsi recrée-t-elle une responsabilité individuelle et collective pour la préservation du bien commun (la terre, l'eau, les ressources,...).

URI HES est éducateur.

Sa famille, hollandaise, s'est installée en Israël pendant la première Intifada (1987-1989).

Il s'est engagé pour les Droits de l'homme et la paix entre Juifs et Palestiniens, créant plusieurs associations. La situation étant ce qu'elle est, il s'est senti en état d'échec.

Il y a six ans, il a fait un voyage en Ethiopie : "pour voir des zèbres et l'Afrique exotique et touristique". A son retour, il s'est senti coupable "d'avoir zappé le côté politique", c'est-à-dire, en gros, le colonialisme - celui du Blanc, puis celui des Africains à peau plus claire, le colonialisme ancien et le néocolonialisme, basé sur l'accaparement des terres et la pollution.

Le militant des droits de l'homme et le militant pour la défense de l'environnement se sont rejoints dans le court-métrage qu'il a tourné au Somaliland.

DANS CE NUMÉRO :

Présentation des intervenants	1
Synthèse du propos de la soirée	1
Questions et réflexions	2
Citations	2
Revendications et espérances pour l'avenir	3
Ressenti de participants	3

Synthèse du propos de la soirée

Uri Hes a présenté son court-métrage, un "home movie", littéralement : film fait à la maison, c'est-à-dire sans techniciens et avec les compétences au retour des amis et de la famille. Il tient à ce label d'amateur pour un film qu'il veut simplement porteur de son indignation personnelle.

Le pitch s'affiche en première image : "En partant pour la corne de l'Afrique en janvier 2012, je m'attendais à rencontrer des milliers de réfugiés fuyant la famine et la guerre en Somalie.

Au lieu de cela, j'ai

découvert au Somaliland des milliers de réfugiés terrifiés et affamés, fuyant la paix en Ethiopie. Il n'y avait pas de guerre.

Il n'y avait pas de famine.

Pourtant, ces gens avaient faim, parce que de riches investisseurs internationaux avaient mis la main sur leurs pâturages, leurs terres et bien souvent, leurs maisons.

Dans certains cas, ces grosses entreprises produisent des aliments pour le marché mondial mais le plus souvent il s'agit seulement de fournir des biocarburants à des milliers de véhicules."

Ce cri d'indignation a suscité auprès des spectateurs de nombreuses questions et réflexions.

Les voici réparties en 4 "entrées" :
L'agriculture ; la politique ; les droits de l'homme et de l'environnement ; et en quoi sommes-nous concernés, nous, Occidentaux ?

L'entrée "agriculture" pose la question

- de la propriété foncière (à qui appartient la terre ?),
- des capacités de production (l'agriculture africaine permet-elle l'autosuffisance alimentaire ?),
- de la nature des productions (s'agit-il d'agriculture vivrière ou de production de denrées destinées à l'exportation ? S'agit-il de production de nourriture ou de biocarburants ?).

Elle pose aussi la question du modèle agricole (s'agit-il d'une agriculture paysanne et familiale ou d'une agriculture industrielle ?) et de l'environnement (qu'en est-il des OGM, de la pollution, de la biodiversité).

L'entrée "politique" pose la question du rôle des instances nationales et internationales : quel genre de développement soutiennent les instances internationales, comme le FMI ou le gouvernement français via l'Agence Française en Afrique ?

Comment considèrent-elles la politique foncière actuelle en Afrique : comme un accaparement des terres ou comme de l'investissement ?

Sous l'entrée "droits de l'homme et de l'environnement" se répondent plusieurs questions :

N'est-il pas temps de régler le problème de la dette des pays du Tiers-Monde, puisque c'est à cause d'elle que s'est enclenché le processus de production pour l'exportation ?

N'est-il pas temps aussi de prendre en compte les minorités et les petits paysans en favorisant leur prise de parole, puisque c'est leur silence qui a permis à leurs gouvernants de vendre leurs lieux de subsistance aux multinationales ?

Pour rappel, de véritables génocides ont déjà été perpétrés et d'autres sont en cours actuellement.

Les personnes qui prennent la parole ne sont guère écoutées et encourent même le risque d'être assassinées. C'est ce qui est arrivé à Bornéo ou au Brésil.

L'entrée "en quoi sommes-nous concernés ?" est constituée non plus de questions mais de constatations, d'affirmations.

D'abord, ce qui arrive dans les pays du Tiers-Monde a toujours une répercussion dans nos pays, sous forme de déplacements de populations ou de besoins d'urgence.

Ensuite, se sentir concerné favorise notre réflexion sur nous-même et sur nos à priori. Par exemple, les maladies infectieuses et la surmortalité qui sévissent en Afrique empêchent d'entendre la sonnette d'alarme de l'OMS : dans les problèmes sanitaires mondiaux, les maladies non infectieuses sont aujourd'hui prépondérantes. Ce n'est plus aujourd'hui une hypothèse : ces maladies sont dues à l'occidentalisation des modes de vie, c'est-à-dire à la sédentarité, à la mal bouffe et à la pollution. Elles sont liées de manière évidente à des facteurs environnementaux, lesquels sont directement liés à la citoyenneté.

A ceux qui pensent ne pas être concernés par les problèmes de l'Afrique, présentons une situation plus proche comme ce qui se passe dans les pays de l'Est : à la chute de l'empire soviétique, le système des sovkhozes et des kolkhozes a été supprimé. La production agricole et la propriété foncière ont été complètement désorganisées. Avec la complicité des politiques, la terre est passée dans les

mains de gros propriétaires, de mafias ou de fonds de pension qui cherchent uniquement la rentabilité. Chez nous, l'agrandissement des exploitations et la concentration des terres sont aussi une forme d'accaparement.

ce qui arrive dans les pays du Tiers-Monde a toujours une répercussion dans nos pays...

Lorsque les exploitations deviennent trop grandes, elles ne peuvent plus être reprises. Elles sortent naturellement du réseau de fermes familiales paysannes pour entrer dans le modèle de production industrielle, avec ce que cela implique : pollution, manque de traçabilité des productions, surproduction... Et, comme on peut le constater dans les zones céréalières où les agriculteurs n'habitent même plus la campagne, ce modèle ne favorise pas la vie et le développement rural. Avec ses subventions au nombre de bêtes ou à la superficie, la PAC est responsable de cette situation qui, si elle n'est pas aussi humainement grave que dans le Tiers-Monde, est tout de même dommageable car elle aboutit à la même chose : pour l'enrichissement de quelques-uns, la majorité des gens perdent la maîtrise de leur destin.

Devant un tel état des lieux, il est difficile de rester optimistes mais il existe de multiples expériences qui prouvent qu'il est possible de penser et d'agir autrement. C'est en tous cas ce qui ressort de ce débat auquel ont participé plusieurs personnes investies concrètement dans les collectifs et leurs actions.



Quelques citations intéressantes...

Dans le film de Uri Hes : [parlant des agents des multinationales] :

"Ils viennent et font comme si on n'existait pas" ;

"Je serai le premier avocat africain qui lutte" ;

"On est là depuis des générations".

Dans la salle :

"Il faut commencer à se réveiller" ;

"C'est les multinationales contre les peuples du monde" ;

"C'est le moment de s'unir" ;

"La gangrène, c'est le fric et la spéculation" ;

"La propriété, c'est la responsabilité" ;

"Nous allons nous battre, nous n'avons pas le choix".

Quelles sont les revendications ou espérances évoquées pour l'avenir ?

Une sorte de révolution silencieuse est en marche grâce à des initiatives individuelles ou collectives, à des entreprises de l'économie classique ou de l'économie sociale et solidaire.

Les gens interrogent leurs paradigmes et leurs comportements, par exemple, ils redéfinissent leurs priorités par rapports à leurs besoins, ils réfléchissent sur la croissance, ce système battu en brèche par cette évidence : sur une Terre finie, il est impossible de trouver une infinité de ressources.

En matière d'agriculture, ce n'est pas tradition contre modernité : par exemple, les Africains ne veulent pas retourner à l'autarcie et aux cultures uniquement vivrières. Ils veulent inscrire leur agriculture dans leur développement.

Autre exemple : dans les pays de l'Est, comme la Roumanie ou la Lituanie, certains paysans retournent aux anciennes cultures cultivées à l'ancienne, c'est-à-dire sans intrants rui-neux et sans mécanisation à outrance.

De plus en plus, les peuples donnent de la voix (dans les discours ou dans les urnes), soutenus par des institutions ou des personnes qui font autorité, par exemple des leaders charismatiques ou des religieux.

Un peu partout, les dictatures "collabo" des multinationales sont en recul face aux multiples résistances.

Prenons Lula au Brésil et "la pastorale de la terre". Ce mouvement a été créé en 1975 pendant la dictature militaire, par l'aile progressiste de l'Eglise catholique brésilienne, inspirée de la théologie de la libération. Elle a été (et est encore) un acteur politique fondamental pour le renforcement des organisations paysannes, la défense de la ré-

forme agraire et la dénonciation des crimes pratiqués contre les travailleurs ruraux.

De plus en plus, donc, les populations victimes de l'accaparement des terres ou de dégâts environnementaux donnent de la voix et quelquefois, elles sont indemnisées. Le problème est que cette indemnisation contribue à ne pas remettre en cause les pratiques.

Des mouvements collectifs se sont engagés au niveau national, européen ou mondial, créant un effet réseau porteur.

Voici quelques-uns de ces petits ruisseaux qui font les grandes rivières :

- Le mouvement ATTAC. Créé au départ pour demander l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, ATTAC est devenu un véritable mouvement d'éducation populaire qui apprend à comprendre en agissant. C'est aussi un mouvement politique de plus en plus puissant qui ne revendique pas le pouvoir mais s'organise localement et mondialement pour faire converger des analyses et des actions, que pourraient mettre en œuvre les hommes politiques. Des antennes existent à Chalon-sur-Saône, Mâcon, Le Creusot et Montceau-les-Mines.
- Déjà citée, "Terre de liens" a mis au point un système d'achat collectif de terres. Chacun peut entrer dans le capital social d'une exploitation agricole rattachée à un projet écologique (favorisant la biodiversité) et solidaire (recréant des liens entre le consommateur et le paysan). En Bourgogne, c'est le cas du Domaine Saint-Laurent, de Château, en Cluni-

sois et de la ferme de la Louangerie, dans la Nièvre.

- Le réseau "semences paysannes" est constitué d'une soixantaine d'organisations, toutes impliquées dans des initiatives de promotion et de défense de la biodiversité cultivée et des savoir-faire associés. Le réseau travaille à la promotion de modes de gestion collectifs et à la reconnaissance scientifique et juridique des pratiques paysannes de production et d'échange de semences et de plants.
- L'association "graines de Noé" a été créée par la ferme Cérès, une unité de production et de vente de produits biologiques fermiers, située à Brochon, en Côte d'Or. L'association regroupe des producteurs bio et des transformateurs, comme les boulangers, qui se sont donnés pour objectifs de conserver et de multiplier collectivement des semences d'anciennes variétés de blé.

Contre la privatisation du vivant, des sortes de "conservatoires dans les champs" ont été créés, auxquels chacun est invité à participer.

Par exemple, en Bresse, une vaste opération vise à relancer la culture d'un blé indigène. Sur demande à "graines de blé", des graines sont envoyées pour être mises en culture sur des surfaces très réduites : 1 ou 2 m², voire un simple balcon. Le moment venu, les graines sont récoltées et envoyées au point de rassemblement des récoltes.

La bonne parole est semée de différentes façons : films, documentaires, livres, journaux, magazines, conférences, journées spécifiques, festivals...

ATTAC : <http://www.france.attac.org> - Terres de lien : <http://terredeliens.org>

Réseau Semences paysannes : <http://www.semencespaysannes.org>

Graines de Noé : <https://sites.google.com/site/fermeceres/graines-de-noe>

Ressenti de participants

Michèle : "Dans ton film, Uri, il y a une force que n'ont pas les autres documentaires, on y trouve une véracité, une authenticité. Cela tient sans doute à ta façon de travailler."

Carol-Anne : "Nous devons aussi prendre en compte le rôle joué par les énergies fossiles, charbon, essence ; l'impact des biocarburants. Qu'est-ce qu'une économie juste ?"

Université Rurale du Clunisois
FRGS
Rue des Griottons
71250 Cluny

Tél. - 03 85 59 23 64
Fax - 03 85 59 12 47

Email - frgs@wanadoo.fr

Retrouvez toute l'actualité du FRGS sur notre site internet :
www.fdf71.org/cluny